

Brochure n° 3107

Accords collectifs nationaux
BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

AVENANT N° 32 DU 14 MAI 2014
À L'ACCORD DU 13 DÉCEMBRE 1990 RELATIF AU RÉGIME DE PRÉVOYANCE DES ETAM
ET À L'ANNEXE III
NOR : ASET1450947M

Entre :

La CAPEB ;

La FFB ;

La FFIE ;

La FNSCOP BTP ;

La FNTF,

D'une part, et

La FNCB CFDT ;

La fédération BATIMAT-TP CFTC ;

La CFE-CGC BTP ;

La FG FO construction,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'alinéa 2 de l'article 6 de l'accord collectif national du 13 décembre 1990 est ainsi rédigé :

« A compter du 1^{er} juillet 2014, la répartition du taux de cotisation entre l'employeur et l'ETAM, ainsi que par nature de garantie ⁽¹⁾, est la suivante :

Régime de prévoyance de base obligatoire

(En pourcentage.)

GARANTIE	TAUX	PART employeur	PART salarié
Capital décès	0,40	0,40	–
Rente décès	0,18	0,18	–

(1) Telle que définie dans l'annexe III au présent accord.

GARANTIE	TAUX	PART employeur	PART salarié
Garanties liées au décès	0,58	0,58	–
Indemnités journalières > à 90 jours	0,47	0,24	0,23
Rente d'invalidité	0,63	0,32	0,31
Allocation naissance	0,10	0,05	0,05
Hospitalisation chirurgicale	0,02	0,01	0,01
Autres garanties ⁽¹⁾	1,22	0,62	0,60
Total	1,80	1,20	0,60
(1) Telle que définie dans l'annexe III au présent accord.			

Article 2

L'article 6.1 du règlement du régime national de prévoyance des ETAM composant l'annexe III à l'accord national du 13 décembre 1990 est ainsi rédigé :

« 6.1. Maintien des garanties en cas de licenciement,
ou de rupture du contrat de travail ouvrant droit à l'assurance chômage

En cas de licenciement ou de rupture du contrat de travail ouvrant droit à indemnisation par l'assurance chômage, le droit au maintien des garanties est accordé à tout participant, sans contrepartie de cotisation :

- temporairement, lorsque cette rupture a été suivie, immédiatement et de manière continue :
 - par une indemnisation au titre de l'assurance chômage (y compris l'allocation de solidarité spécifique) ;
 - ou du suivi d'un stage de formation professionnelle accompli dans le secteur du BTP ou agréé par une commission nationale paritaire de l'emploi du BTP.

Dans ce cas, le maintien des garanties est accordé :

- aussi longtemps que le participant atteste d'une situation continue d'indemnisation au titre de l'assurance chômage, d'indemnisation d'un arrêt maladie par la sécurité sociale ou du suivi d'un stage de formation professionnelle tel que susvisé,
- et ce pendant une période maximale de 36 mois de date à date à compter de la date de fin du contrat de travail ;
- sans limitation de durée, lorsque le participant :
 - à fait l'objet d'une mesure de licenciement alors qu'il était en arrêt de travail, ou a été reconnu invalide par la sécurité sociale contrat de travail non rompu, et n'exerce depuis cette date aucune activité rémunérée ;
 - et bénéficie de prestations d'indemnités journalières ou de rentes d'invalidité servies au titre des articles 17 et 18 de la présente annexe. »

La présente modification est applicable aux licenciements ou ruptures postérieurs à la date du 31 mai 2014.

Article 3

Les articles 14.1, 14.4 et 16 du règlement du régime national de prévoyance des ETAM composant l'annexe III à l'accord national du 13 décembre 1990 sont modifiés et les articles 14.5 et 14.6 sont créés.

L'alinéa 3 de l'article 14.1 « Cas de décès quelle qu'en soit la cause » est ainsi modifié :

« – 180 % du salaire de base au décès d'un participant qui avait un conjoint. Le montant du capital est majoré pour enfant à charge, tel que défini à l'article 8, de :

- 36 % pour un enfant ;
- 72 % pour deux enfants ;
- 126 % pour trois enfants à charge ;
- 54 % par enfant à compter du quatrième. »

L'article 14.4 « Conversion du capital en rente » devient l'article 14.6.

Il est créé un article 14.4 ainsi rédigé :

« 14.4. Capital supplémentaire versé en cas de décès
par suite d'accident du travail ou maladie professionnelle

Il est prévu en cas de décès par accident du travail ou des suites d'une maladie professionnelle le versement d'un capital supplémentaire, représentant 100 % du salaire de base du participant, soumis à cotisations au titre du présent régime de prévoyance, au cours des 12 mois ayant précédé la date de l'accident ou le début de la maladie. »

Il est créé un article 14.5 ainsi rédigé :

« 14.5. Capital orphelin

Il est versé un capital décès complémentaire à chaque enfant qui est orphelin de père et de mère, lorsque les conditions suivantes sont simultanément remplies :

- les deux parents dont les noms sont mentionnés sur l'acte de naissance de l'enfant sont décédés ;
- le décès du participant est intervenu antérieurement ou simultanément au décès du second parent de l'enfant, ou les deux décès sont directement imputables à un même accident ;
- l'enfant était à charge du participant (au sens de l'article 8.2) à la date du décès du participant ;
- l'enfant était à la charge du second parent (au sens de l'article 8.2) à la date du décès de ce dernier.

Ce capital décès complémentaire est égal à 125 % du salaire de base par enfant. »

L'alinéa 1 de l'article 16 est modifié comme suit :

Le taux de « 12 % » du salaire de base est remplacé par le taux de « 15 % ».

Article 4

L'article 19 du règlement du régime national de prévoyance des ETAM composant l'annexe III à l'accord national du 13 décembre 1990 est ainsi rédigé :

« Article 19

Forfait parentalité et accouchement

19.1. Forfait parentalité

Un forfait parentalité est versé à tout salarié couvert par le présent accord, pour chaque enfant né ou en cas d'adoption d'un enfant de moins de 7 ans. Le montant de ce forfait est fixé à 8 % du plafond mensuel de la sécurité sociale de l'année au cours de laquelle intervient la naissance ou l'adoption.

Le forfait est également versé en cas de naissance sans vie, lorsque celle-ci se traduit par une inscription au registre de l'état civil et sur le livret de famille.

19.2. Forfait accouchement

Un forfait est versé à la femme salariée ETAM pour chaque accouchement dont le montant est fixé à 2,6 % du plafond annuel de la sécurité sociale de l'année au cours de laquelle intervient la naissance.

Ce forfait s'ajoute au forfait parentalité.

Le forfait est également versé en cas d'accouchement d'un enfant sans vie, lorsque celui-ci se traduit par une inscription au registre de l'état civil et sur le livret de famille. »

Article 5

L'article 20 du règlement du régime national de prévoyance des ETAM composant l'annexe III à l'accord national du 13 décembre 1990 est remplacé par le texte suivant :

« Article 20

Prestation hospitalisation chirurgicale

20.1. Bénéficiaires

Les personnes couvertes et bénéficiant de la prestation hospitalisation sont les participants définis à l'alinéa 1 de l'article 2.

20.2. Frais pris en charge

En cas de séjour dans un établissement hospitalier au titre d'une intervention chirurgicale, sont pris en charge les frais relatifs à la chambre particulière :

- à hauteur des frais réels ;
- dans la limite de deux fois le plafond horaire de la sécurité sociale de l'année en cours pour chaque jour d'hospitalisation ;
- et dans la limite du prix de la chambre individuelle pratiqué par les établissements de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (APHP) au 1^{er} juillet de l'exercice précédent.

Par ailleurs, les frais de lit accompagnant en cas d'hospitalisation chirurgicale d'un enfant de moins de 12 ans du salarié sont pris en charge dans la limite d'une fois le plafond horaire de la sécurité sociale de l'année en cours, arrondi à l'euro le plus proche.

Par intervention chirurgicale, il faut entendre tout acte codé ADC ou ACO à la classification commune des actes médicaux, et plus généralement toute intervention effectuée sous anesthésie générale. Seules les interventions chirurgicales donnant lieu à remboursement par la sécurité sociale sont prises en compte au titre du présent article. »

Article 6

Le tableau des prestations est ainsi modifié :

(En pourcentage.)

RNPE ⁽¹⁾	PRESTATION conventionnelle	PRESTATION servie
Capital décès		
Capital de base : décès toutes causes		
Participant célibataire, veuf ou divorcé	100 % SB	110 % SB
Participant avec conjoint	180 % SB	200 % SB
a) Majoration pour enfant à charge		
Majoration pour 1 enfant à charge	+ 36 % SB	+ 40 % SB
Majoration pour 2 enfants à charge	+ 72 % SB	+ 80 % SB
Majoration pour 3 enfants à charge	+ 126 % SB	+ 140 % SB
Majoration par enfant à compter du 4 ^e	+ 54 % SB	+ 60 % SB

RNPE ⁽¹⁾	PRESTATION conventionnelle	PRESTATION servie
b) Majoration pour décès accidentel « Complément de capital »	+ 100 % SB ⁽²⁾	
c) Majoration pour décès suite à AT/MP « Complément de capital »	+ 100 % de RA	
d) Majoration pour décès du conjoint du participant « Capital orphelins »	+ 125 % SB par enfant à charge	
Versement anticipé du capital décès si invalidité totale et permanente	Oui	
Conversion du capital en rente	Oui	
Rente décès		
Rente au conjoint invalide ⁽³⁾	15 % SB	
Rente d'éducation (par enfant à charge)		
– si orphelin du parent participant		
– si décès non suite à AT/MP	15 % SB Mini. 12 % PASS	
– si décès suite à AT/MP	–	
– si orphelin de père et de mère		
– si décès non suite à AT/MP	Doublement de la rente	
– si décès suite à AT/MP	–	
Indemnités journalières ⁽⁴⁾		
Maladie ou accident de droit commun		
Prestation de base	75 % SB	85 % SB
AT/MP		
Montant de la prestation	85 % SB	
Rente d'invalidité ⁽⁴⁾		
Maladie ou accident de droit commun		
Invalidité de 1 ^{re} catégorie	39 % SB	48 % SB
Majoration si un ou plusieurs enfants à charge	+ 5 % SB	
Invalidité de 2 ^e catégorie	65 % SB	80 % SB
Majoration par enfant à charge	+ 5 % SB	
Invalidité de 3 ^e catégorie	65 % SB	80 % SB
Majoration par enfant à charge	+ 5 % SB	
AT/MP		
26 % ≤ T ≤ 50 %	[(1,9 x T) – 35 %] x SB – rente sécurité sociale	
T > 50 %	[(0,7 x T) + 30 %] x SB – rente sécurité sociale	
Parentalité, accouchement		
Forfait parentalité	8 % du PMSS	
Forfait accouchement	2,6 % du PASS	

RNPE ⁽¹⁾	PRESTATION conventionnelle	PRESTATION servie
Hospitalisation chirurgicale	Oui ⁽⁶⁾	
Frais de chambre particulière pour le participant		

(1) Les prestations des régimes de base applicables au 1^{er} janvier 2014 sont rappelées ci-après à titre d'indication. Seules les dispositions détaillées dans l'annexe III de l'accord collectif national du 13 décembre 1990 font référence.

(2) 200 % si SB > 160 % du plafond de la sécurité sociale, en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle.

(3) Le montant de la rente comprend les prestations ARRCO.

(4) Y compris les prestations versées par la sécurité sociale (indemnités journalières, rentes d'invalidité/incapacité).

(5) Dans les limites définies à l'article 20.2 de l'annexe III (45 € au 1^{er} juillet 2014).

SB : salaire de base.

PMSS : plafond mensuel de la sécurité sociale.

PASS : plafond annuel de la sécurité sociale.

SS : sécurité sociale.

AT/MP : accident du travail ou maladie professionnelle.

T : taux d'incapacité permanente défini par la sécurité sociale.

Article 7

Entre la date d'entrée en vigueur du présent avenant, date à laquelle sera supprimée la garantie chirurgie figurant à l'article 20 du règlement du régime national de prévoyance des ETAM, et le 31 décembre 2015, les salariés affiliés à l'institution BTP-Prévoyance au titre du régime national de prévoyance des ETAM (RNPE) conserveront le bénéfice de la garantie chirurgie, telles que définies par l'article 20 du règlement du RNPE dans sa formulation applicable au 1^{er} janvier 2014 ; ces garanties seront intégralement financées par imputation sur la provision pour participation aux excédents constituée au titre du RNPE dans les comptes de BTP-Prévoyance.

Article 8

Les dispositions du présent avenant prendront effet le 1^{er} juin 2014.

Article 9

Le texte du présent avenant sera déposé en un nombre d'exemplaires suffisant aux services centraux du ministre chargé du travail et au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes de Paris, conformément aux dispositions des articles D. 2231- 2 et D. 2231-3 du code du travail.

Article 10

Les parties signataires demanderont l'extension du présent avenant, à l'exception de son article 7, dans les conditions prévues aux articles L. 2261-19 et suivants du code du travail.

Fait à Paris, le 14 mai 2014.

(Suivent les signatures.)